



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 15/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

4M PROVENCE ROUTE

Village d'entreprise Ero
RN 7
84700 Sorgues

SPR/1400-2024

Références : D-00795-2024/LRARN°1A 214 145 3341 0

Code AIOT : 0 006 401 616

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement 4M PROVENCE ROUTE implanté Sainte Marie 84210 Pernes-les-Fontaines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société 4M PROVENCE ROUTE SA, dont le siège social est situé au Village d'entreprise ERO, 38, rue des cardeurs à Sorgues (84 700), est autorisée à exploiter une carrière implantée au lieu-dit « Sainte-Marie » sur la commune de Pernes les Fontaines (84 210). Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997, pour une durée de 25 ans, complété par les arrêtés n° 187 du 16 octobre 2003, du 11 juillet 2017 et du 23 mars 2021.

Dans le cadre d'une inspection inopinée, la DREAL a missionné un bureau d'études en vue de la réalisation de prélèvements au sein des terres utilisées pour le remblaiement de la carrière de Pernes-les-Fontaines (84). Ce contrôle avait pour objectif de vérifier la conformité vis-à-vis des critères d'acceptation fixés par l'arrêté ministériel du 12/12/2024 (annexe II) des matériaux réceptionnés dans le cadre de la remise en état de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 4M PROVENCE ROUTE
- Sainte Marie 84 210 Pernes-les-Fontaines
- Code AIOT : 0 006 401 616
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	contrôle des critères	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article I > 2.	action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté une non-conformité relative à des dépassements de certains critères d'acceptation, fixés pour la réception de déchets inertes extérieurs en vue du remblaiement de la carrière. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur Le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : contrôle des critères

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014 — Annexe 2.	
Thème-s : Risques chroniques, contrôle des critères	
Prescription contrôlée : Annexe II Critères à respecter pour l'acceptation de déchets non dangereux inertes soumis à la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 3. 1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter : Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.	
PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5

Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorure (1)	800
Fluorure	10
Sulfate (1)	1 000 (2)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	4 000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble. (2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local. (3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Constats :

La visite d'inspection du 17/10/2024 a pour objectif de s'assurer que les matériaux réceptionnés et remblayés au droit du site sont conformes aux critères d'acceptation définis par l'arrêté ministériel du 12/12/2014. L'inspection des installations classées a effectué, le 17 octobre 2024, un contrôle inopiné de la qualité des déchets utilisés pour le remblaiement de la carrière sise lieu-dit « Sainte-Marie », à Pernes-les-Fontaines (84 210), accompagné d'un bureau d'études spécialisé. Celui-ci a effectué les prélèvements, puis a transmis les échantillons à un laboratoire accrédité à des fins d'analyse.

La répartition des sondages de sols est présentée en annexe photographique (photo N°1)

Le plan des investigations réalisées est présenté en annexe photographique (photo N°2)

Ces investigations réalisées à l'aide d'une pelle mécanique ont permis la constitution de 10 échantillons de sol. L'ensemble des échantillons prélevés ont été collectés dans des flacons fournis par le laboratoire afin d'éviter toute réaction photochimique. Ils ont ensuite été étiquetés et conditionnés dans des containers isothermes, refroidis à l'aide de packs frigorifiques préalablement congelés et envoyés, par transporteur express, à un laboratoire accrédité COFRAC.

Un doublon pour chaque échantillon prélevé a été remis à l'exploitant pour réalisation, si besoin, de contre analyses. Par ailleurs, des analyses sur deux morceaux d'enrobés bitumineux retrouvés au droit des sondages P1 et P3 ont été réalisés portant sur la recherche de fibre d'amiante et de HAP.

Pour la qualité du sous-sol les résultats analytiques sont les suivants :

Le rapport d'analyse N° 1 472 791 en date du 05/11/2024, établi par le bureau d'études mandaté par l'inspection des installations classées, montre un dépassement vis-à-vis de la valeur seuil fixée dans l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 en Sulfates (1000mg/Kg Ms) au droit des échantillons P 5 (profondeur 0,1 à 1m) avec un résultat de 2400 mg/kg Ms et P 6 (profondeur 1 à 2m) avec un résultat de 2300 mg/kg Ms.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'arrêté précité, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission car il respecte la valeur associée à la fraction soluble (4000mg/kg MS). Ainsi ces échantillons peuvent être considérés comme inertes.

Le rapport d'analyse 1 472 791 montre également des dépassements vis-à-vis des valeurs seuil fixées dans l'AM du 12 décembre 2014 au droit de l'échantillon P1(1-1,7) pour le paramètre Fraction Soluble (4000 mg/kg Ms) avec un résultat de 4100 mg/kg MS et pour le paramètre Sulfates (valeur mesurée de 2400mk/kg MS pour un seuil de 1000mg/kg MS).

Le rapport d'analyse 1 472 791 montre un dépassement vis-à-vis des valeurs seuil fixées dans l'AM du 12 décembre 2014 au droit de l'échantillon P5(profondeur 1 à 2m) pour le paramètre Fraction Soluble (4000 mg/kg Ms) avec un résultat de 5700 mg/kg MS et pour le paramètre Sulfates (valeur mesurée de 1600mk/kg MS pour un seuil de 1000mg/kg MS).

Le rapport d'analyse 1 472 791 montre un dépassement vis-à-vis des valeurs seuil fixées dans l'AM du 12 décembre 2014 en carbone organique total (COT) sur brut au droit des échantillons P 3 (profondeur 1 à 2m) avec un résultat de 65 000 mg/kg MS et P 4 (profondeur 0,1 à 1m) avec un résultat de 75 000 mg/kg MS pour une valeur limite fixée à 30000 mg/kg MS mais sans dépassement de la valeur limite pour le paramètre COT sur éluat. Ainsi, ces échantillons peuvent être considérés comme inertes, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel .

En conclusion les résultats obtenus mettent en évidence la présence de teneurs non conformes vis-à-vis des seuils fixés dans l'Arrêté du 12 décembre 2014. Ces dépassements sont situés au droit des échantillons P1(profondeur 1 à 1,7m) et P5 (profondeur 1 à 2m) pour les paramètres fraction soluble et sulfates.

Pour l'amiante et HAP sur enrobé, les résultats sont les suivants :

Des analyses sur deux morceaux d'enrobés bitumineux, retrouvés au droit des sondages P1 et P3, ont été réalisées portant sur la recherche de fibre d'amiante et de HAP.

Le rapport d'analyse 1 472 791 pour les échantillons analysés P1 et P3 mentionne les résultats suivants : P 1 somme des HAP= 11 mg/kg Ms et P3 somme des HAP= 0,85 mg/kg Ms, pour une valeur limite fixée à 50 mg/kg MS.

Les teneurs en Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) sur brut sont donc considérées conformes au seuil d'acceptation de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

Le rapport d'analyse 1 472 791 pour les échantillons analysés P1 et P3 a mis en évidence l'absence de fibre d'amiante dans les mastics et les granulats des échantillons analysés.

Suivi des eaux souterraines :

L'inspection relève qu'actuellement l'arrêté préfectoral du site n'impose que le suivi des hauteurs d'eau sur les deux piézomètres du site. Ainsi, le suivi de la qualité des eaux souterraines n'est pas imposé à ce jour à l'exploitant.

Sur demande de l'inspection des installations en date du 10/10/2024, l'exploitant a produit à la même date le rapport hydrogéologique N° 84/088 A 24 085 du 26/08/2024, réalisé par un bureau d'études en hydrogéologie dans le cadre du projet de renouvellement de l'autorisation d'exploiter de la carrière.

Il ressort de ce rapport que la vulnérabilité de la nappe au droit du site impose des mesures de surveillance complémentaires : ainsi, le BET propose l'implantation de deux nouveaux piézomètres (un piézomètre à l'entrée de la carrière -secteur amont et un deuxième piézomètre au Sud-Ouest de la carrière - secteur aval), ainsi que la surveillance semestrielle de plusieurs paramètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, sous 2 mois, un descriptif des actions correctives et préventives mises en place, afin de s'assurer du respect des valeurs limites applicables aux matériaux reçus.

Ce plan d'actions intégrera, d'une part, une analyse des dysfonctionnements ayant conduit à recevoir des déchets non-conformes et, d'autre part, des mesures visant à renforcer la procédure d'acceptation préalable (exemples : renforcement des fréquences d'échantillonnage pour caractériser les déchets avant apport sur site, contrôles in situ réguliers de la conformité des déchets réceptionnés...).

Les actions correctives et préventives idoines seront intégrées dans une mise à jour de la procédure d'acceptation préalable.

Par ailleurs, compte tenu de la proximité de la nappe phréatique au droit du site, l'inspection des installations classées estime nécessaire la mise en place d'un protocole de suivi de la qualité des eaux souterraines.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet de Vaucluse un arrêté préfectoral complémentaire afin de s'assurer de l'innocuité des déchets non dangereux inertes vis-à-vis la nappe phréatique et assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Action corrective / Arrêté préfectoral complémentaire portant sur la mise en place d'un suivi de la qualité des eaux souterraines.
Proposition de délais : 2 mois pour les actions correctives à partir de la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire pour le suivi des eaux souterraines.